

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901
244 rue de Vaugirard
75015 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901
244 rue de Vaugirard
75015 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous vous signalons que les documents sur la situation financière ne nous ont pas été communiqués. Par conséquent, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Malakoff, le 23 juin 2025
Le commissaire aux comptes
IN EXTENSO IDF AUDIT

Cédric BURGUIERE
Associé



Caroline DORIZON
Associée



ÉTATS FINANCIERS

Bilan actif

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	294 475	282 752	11 723	19 512	- 7 789
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 672 539	1 870 635	801 905	551 565	250 340
Autres immobilisations corporelles	7 609 038	5 704 467	1 904 571	2 019 226	- 114 655
Immobilisations corporelles en cours	1 200		1 200	10 244	- 9 044
Avances et acomptes	84 779		84 779	64 653	20 126
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	94 514		94 514	82 942	11 572
TOTAL (I)	10 756 546	7 857 854	2 898 692	2 748 142	150 550
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	25 513		25 513	17 005	8 508
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 159 698	62 992	2 096 706	1 115 925	980 781
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	1 142 049	52 063	1 089 986	1 109 586	- 19 600
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	3 821 179		3 821 179	2 455 106	1 366 073
Charges constatées d'avance	180 473		180 473	20 332	160 141
TOTAL (II)	7 328 912	115 055	7 213 857	4 717 954	2 495 903
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	18 085 457	7 972 909	10 112 549	7 466 096	2 646 453



Bilan passif

Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	1 141 007	1 141 007	
. Autres			
Report à nouveau	1 877 220	1 833 681	43 539
Excédent ou déficit de l'exercice	60 128	43 539	16 589
Situation nette (sous total)	3 078 355	3 018 227	60 128
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	2 870 005	2 666 437	203 568
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	5 948 360	5 684 663	263 697
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	59 812	51 300	8 512
TOTAL (III)	59 812	51 300	8 512
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	870 233	615 661	254 572
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	516 654	379 756	136 898
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 645 661	662 121	1 983 540
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	71 830	72 595	- 765
TOTAL (IV)	4 104 377	1 730 133	2 374 244
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	10 112 549	7 466 096	2 646 453
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	17 084	15 124	1 960	12,96
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	86 639	45 734	40 905	89,44
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services	9 350 043	6 623 203	2 726 840	41,17
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	422 227	415 851	6 376	1,53
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	50 914	45 010	5 904	13,12
Mécénats	31 050	60 984	- 29 934	-49,09
Legs, donations et assurances-vie	6 646		6 646	N/S
Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge		4 945	- 4 945	-100
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	48 445	49 206	- 761	-1,55
Total des produits d'exploitation (I)	10 013 048	7 260 057	2 752 991	37,92
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	272 789	222 375	50 414	22,67
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	6 458 119	3 996 424	2 461 695	61,60
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	194 453	172 155	22 298	12,95
Salaires et traitements	2 202 643	2 058 100	144 543	7,02
Charges sociales	773 415	717 833	55 582	7,74
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 293 825	1 049 838	243 987	23,24
Dotations aux provisions	8 512		8 512	N/S
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	16 005	1 421	14 584	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	11 219 760	8 218 146	3 001 614	36,52
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-1 206 712	-958 088	- 248 624	25,95
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	28 299	24 518	3 781	15,42
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	28 299	24 518	3 781	15,42
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)				



	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	28 299	24 518	3 781	15,42
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-1 178 413	-933 571	- 244 842	26,23
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		2 477	- 2 477	-100
Sur opérations en capital	1 270 281	1 003 387	266 894	26,60
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 270 281	1 005 864	264 417	26,29
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	6 193	14 776	- 8 583	-58,09
Sur opérations en capital	19 315		19 315	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		8 567	- 8 567	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)	25 508	23 342	2 166	9,28
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	1 244 773	982 522	262 251	26,69
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	6 232	5 412	820	15,15
Total des produits (I + III + IV)	11 311 628	8 290 439	3 021 189	36,44
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	11 251 500	8 246 900	3 004 600	36,43
EXCEDENT OU DEFICIT	60 128	43 539	16 589	38,10
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	268 549	288 551	- 20 002	-6,93
. Bénévolats	6 553 131	4 461 397	2 091 734	46,89
Total	6 821 680	4 749 948	2 071 732	43,62
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	268 549	288 551	- 20 002	-6,93
. Prestations				
. Personnel bénévole	6 553 131	4 461 397	2 091 734	46,89
Total	6 821 680	4 749 948	2 071 732	43,62

ANNEXE

Rapport de gestion

En 2024, l'activité de l'association a progressé de manière très importante, non seulement du fait des événements exceptionnels qui nous ont été confiés au cours de l'exercice (JOP -Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024- d'une part ; Centres d'Hébergement d'Urgence d'autre part), mais également sur la part habituelle de l'activité opérationnelle et de formation.

Ceci démontre une nouvelle fois la capacité de l'association à répondre sur tous les fronts grâce à l'engagement sans faille des bénévoles et des équipes d'encadrement, qui méritent d'être chaleureusement félicités. Soulignons en particulier l'initiative de la PCPS visant à constituer une équipe de 250 "renforts exceptionnels" bénévoles, qui ont été recrutés, formés et équipés spécifiquement en vue des JOP.

Ainsi, la croissance du chiffre d'affaires et, dans le même temps, la maîtrise des charges de fonctionnement aboutissent à un résultat excédentaire.

Les partenariats étroits que la PCPS entretient avec les acteurs institutionnels du territoire de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne (notamment les communes, les Conseils départementaux, le Conseil régional, la Préfecture de Police, les Préfectures de département, la Préfecture de région, la Zone de Défense et de Sécurité, la BSPP, le SAMU) se sont encore renforcés cette année, dans le cadre des nombreuses missions de service public auxquelles l'association a contribué.

Durant l'exercice 2024, les subventions publiques reçues ont été stables, ce qui, dans un contexte général budgétaire contraint, constitue une marque de soutien et de confiance envers la PCPS.

En matière d'investissements, l'association a renouvelé une grande partie de son réseau de radiotransmissions, s'est dotée de tablettes permettant d'informatiser l'administratif lié à la prise en charge des victimes, et a continué à étendre son parc de véhicules de secours. Ces investissements importants ont été soutenus par des subventions de la Ville de Paris, du Conseil départemental des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne.

De plus, depuis 2016, l'association dispose d'un fonds de dotation destiné à soutenir les investissements de l'association, comme le pratiquent habituellement les associations d'intérêt général désireuses de structurer leurs investissements dans le matériel nécessaire à leurs activités. Le fonds de dotation a pleinement joué son rôle en 2024, permettant à l'association de réaliser ses investissements.

Sur le plan financier, la trésorerie de l'association est en hausse au cours de l'exercice 2024. En complément de cette trésorerie, l'association dispose de celle du fonds de dotation qui lui assure un soutien pour la réalisation d'investissements.

*

Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et méthodes comptables

Informations générales

La Protection Civile Paris Seine est une association loi 1901, affiliée à la Fédération Nationale de Protection Civile (reconnue d'utilité publique).

L'association intervient principalement dans 3 domaines :

- Opérations de secours
- Formation au secourisme
- Action solidaire et sociale

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

L'association n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage.

Logiciels pédagogiques :	1 à 4 ans
Matériel industriel :	2 à 7 ans
Installations générales agencements :	4 à 10 ans
Matériel de transport :	3 à 5 ans
Matériel bureau et informatique :	4 à 8 ans

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Autres informations

En 2016, le Conseil d'administration de l'association a décidé la création d'un fonds de dotation.

Au cours de l'exercice 2024, le fonds de dotation a soutenu l'association à hauteur de 1.261.505 Euros. Ce soutien concerne la réalisation d'investissements par l'association. En outre, une affectation de 2.560.000 Euros a été décidée au titre de l'année 2024 par le Conseil d'administration de l'association.

A la clôture de l'exercice, le fonds de dotation dispose de 2.605.201 Euros destinés au soutien exclusif de l'association.

Engagements hors bilan

L'association n'a pas d'engagement hors bilan.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations brutes

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	292 460	2 015		294 475
Immobilisations corporelles	9 062 584	1 472 446	167 475	10 367 556
Immobilisations financières	82 942	15 228	3 656	94 514
TOTAL	9 437 986	1 489 690	171 131	10 756 546

Amortissements et dépréciations

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	272 948	9 804		282 752
Immobilisations corporelles	6 416 896	1 232 668	74 462	7 575 102
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	6 689 844	1 242 472	74 462	7 857 854

Nature des dépréciations

Nature des dépréciations	Ouverture	Augment.	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	63 702	51 352			115 055
Comptes financiers					
TOTAL	63 702	51 352			115 055

Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	94 514		94 514
Actif circulant et charges d'avance	3 482 220	3 482 220	
TOTAL	3 576 734	3 482 220	94 514

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	806 724
Autres créances	925 758
Disponibilités	
TOTAL	1 732 482

Notes sur le bilan passif

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSUMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	1 141 007							1 141 007
Report à nouveau	1 833 681	43 539						1 877 220
Excédent ou déficit de l'exercice	43 539	-43 539		60 128				60 128
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	2 666 436			1 444 528		1 240 960		2 870 004
Provisions réglementées								
TOTAL	5 684 663			1 504 656		1 240 960		5 948 359

Nature des provisions

Nature des provisions	Ouverture	Augment.	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges	51 300		8 512		59 812
TOTAL	51 300		8 512		59 812

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	870 223	870 223		
Dettes fiscales et sociales	516 664	516 664		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	2 641 661	2 641 661		
Produits constatés d'avance	71 830	71 830		
TOTAL	4 100 377	4 100 377		

Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer par postes du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs	627 758
Dettes fiscales et sociales	241 965
Autres dettes	2 580 153
TOTAL	3 449 875

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Tableau de suivi des subventions

Les subventions d'investissement sont étalées sur la même durée que celle relative aux amortissements des biens qu'elles financent.

Subventions d'investissement	Investissements	Date investissement	Montant investi	Montant subventionné
Subventions 2017	Installation	2020	17 260	14 319
	Matériel	2019	114 193	25 000
Subventions 2018	Matériel	2022	36 696	11 504
	Matériel	2020	193 024	53 496
Subventions 2019	Installation	2021	185 579	9 026
	Matériel	2021	237 846	60 000
	Installation	2020	11 184	11 184
	Matériel	2020	39 006	30 870
	Matériel	2019	114 193	89 193
Subventions 2020	Site internet	2023	3 000	3 000
	Matériel	2023	104 262	71 878
	Installation	2022	35 552	29 893
	Matériel	2022	319 287	168 617
	Matériel	2021	268 062	86 158
	Installation	2021	185 579	27 400
	Matériel	2020	924 984	797 193
	Installation	2020	23 945	9 626
	Site internet	2020	3 840	3 840
Subventions 2021	Matériel	2022	26 074	12 775
	Matériel	2021	837 975	691 308
	Logiciels	2021	2 037	2 037
	Installation	2021	185 579	149 153
Subventions 2022	Matériel	2023	9 836	1 500
	Matériel	2022	1 154 940	934 417
	Installation	2022	14 095	14 095
	Logiciels	2022	8 759	8 759
Subventions 2023	Matériel	2024	120 008	28 449
	Matériel	2023	1 405 258	1 278 658
	Installation	2023	42 304	42 304
	Logiciels	2023	19 984	19 984
	Matériel	2022	79 702	36 307
Subventions 2024	Matériel	2025		124 843
	Logiciels	2024	2 015	2 015
	Installation	2024	37 206	37 206
	Matériel	2024	1 280 464	1 280 464
TOTAL				6 166 472

Notes sur le compte de résultat

Répartition des ressources par activité

Ventilation du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Opérations de secours	5 934 181	62,88 %
Enseignement et formation	2 859 792	30,30 %
Administratif et général	642 709	6,81 %
TOTAL	9 436 682	100.00 %

Subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques à chaque convention de financement.

Les subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas encore été utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard sont alors :

- Soit comptabilisées en fonds dédiés
- Soit comptabilisées en produits constatés d'avance

Des subventions d'exploitation ont été perçues au cours de l'exercice, incluant :

Une subvention de 18 000 € et une de 6 000 € par la mairie de PARIS pour financer les tenus et compléments de loyers

Une subvention de 140.400 € par la mairie de Paris pour financer des formations de la population au secourisme

Une subvention de 7.210 € par la mairie de Paris pour le financement de formations.

Une subvention de 14.300 € pour la formation des bénévoles.

Une subvention de 43.160 € par la région pour l'achat de matériels de secours.

Des subventions municipales pour le fonctionnement des antennes pour un montant total de 147.224 €

Des aides à l'emploi (apprentis et services civiques) pour un montant total de 28.933 €

Effectif moyen par catégorie de salariés

	Salariés
Cadres	11
Employés	40
Apprentis	
TOTAL	51

Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant HT
-Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes annuels	15 980
-Autres honoraires facturés	
TOTAL	15 980

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants de l'association ne sont pas rémunérés.

Engagement en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 59.812 €.

Il a été retenu la méthode dite rétrospective des unités de crédits projetés.

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS n° 19 révisée at par la norme FAS87.

Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités sont les suivantes :

- Modalités de calcul conformes à la convention collective des organismes de formation
- Dernière table de mortalité établie par l'Insee 2010/2012
- Taux de charges fiscales et sociales : 45 %
- Taux d'actualisation : 3,40 %
- Âge de départ à la retraite : 65 ans pour les cadres, et 64 ans pour les autres salariés

Partenariat avec les collectivités parisiennes

Depuis le 26 novembre 2007, la Protection Civile Paris Seine et les collectivités parisiennes (ville et département) sont liées par une convention établissant le cadre de leur partenariat. Cette convention prévoit une participation financière des collectivités aux activités de la PCPS entrant dans le cadre de ce partenariat. La participation financière peut prendre la forme de subventions (investissement, fonctionnement) ou de mise à disposition de locaux. Dans ce partenariat, la PCPS s'est engagée à réaliser des missions de soutien pour l'assistance et la sauvegarde de la population parisienne, notamment la gestion des personnes impliquées dans des événements particuliers (feu, inondations ...). La PCPS s'est également engagée à former gracieusement les agents de la Ville de Paris. En outre, la PCPS réalise gratuitement des missions au profit des pompiers de Paris (BSPP), du SAMU de Paris et des maraudes sociales, au bénéfice de la population parisienne.

En 2024, les collectivités parisiennes ont poursuivi le soutien de la PCPS pour la formation au secourisme avec l'objectif de diffuser la connaissance des gestes qui sauvent pour améliorer la résilience de la population. La subvention de la Ville de Paris, d'un montant de 140.400 euros, dédiée à la formation a ainsi été renouvelée. Elle a été utilisée dans son intégralité durant l'exercice. L'emploi de cette subvention a consisté en la mise en œuvre de plus de séances de formations au secourisme, sans que les stagiaires aient à payer leur formation. Plusieurs types de formations ont été délivrées, notamment des formations courtes comme les Initiations aux Premiers Secours (IPS) ou la formation aux Gestes Qui Sauvent (GQS). Des formations plus longues au PSC1 ont également été réalisées.

24 000 euros de subvention de fonctionnement ont été versés par les collectivités parisiennes. Il s'agit de la participation de la Ville aux frais d'équipement de protection individuelle des bénévoles et la prise en charge des loyers du local de l'antenne du 18^e, situé rue de Panama. Par ailleurs, la PCPS occupe sept locaux dans le cadre du partenariat : Saint-Roch (275 m²) [remplacé en cours d'année, du fait de travaux, par un local rue d'Armaillé (228 m²)], Vaugirard (16 m²), Jemmapes (97 m²), Morland (92 m²), Hayem (296 m²), Mairie 14e (50 m²) et son siège (324 m²). La valorisation locative annuelle totale est estimée à 182.279 Euros.

De son côté, la PCPS a réalisé 561.065 heures de bénévolat en 2024 au titre de ce partenariat, pour les quatre types de missions prévues. Avec les critères de valorisation du bénévolat (SMIC), cela représente un montant de 6.553.131 Euros annuel. À ce montant s'ajoutent les dépenses nécessaires à la fois en équipement de secours, ainsi que les frais de structure directement liés à la gestion de ces activités. Afin d'évaluer le montant total des activités réalisées au titre du partenariat, un ratio horaire de 25 €/heure secouriste devrait couvrir la totalité des charges liées à ces activités, soit un montant total de 14.026.625 Euros.

Informations spécifiques aux organismes de formation

Ressources de l'organisme

	Année 2024		Année 2023	
	€	%	€	%
<i>Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Entreprises	1 899 651	66%	1 802 678	66%
Particuliers	960 141	34%	934 849	34%
Sous-total	2 859 792		2 737 527	100%
<i>Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances européennes				
État				
Régions				
Autres collectivités territoriales				
Sous-total				
<i>Autres</i>				
Autres organismes de formation				
Autres ressources				
Sous-total				
TOTAL	2 859 792		2 737 527	

Décomposition des actions de formation par finalité

	Année 2024		Année 2023	
	€	%	€	%
Diplômantes				
Perfectionnement professionnel et qualifiant	2 859 792	100 %	2 737 527	100%
Insertion sociale				
Sous-total	2 859 792		2 737 527	

Compte de résultat par origine et destination

A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1- PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	17 084		15 124	
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	50 914	50 914	45 010	45 010
- Legs, donations et assurance-vie				
- Mécénat	31 050	31 050	60 984	60 984
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	6 646	6 646	0	0
2- PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	9 570 774		6 777 599	
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 635 161		1 391 722	
4- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
5- UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	11 311 628	88 610	8 290 439	105 994
CHARGES PAR DESTINATION				
1- MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	6 455 988	51 999	5 327 909	104 374
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	2 560 000		643 903	
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	36 611	36 611	1 621	1 621
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 132 805		2 258 739	
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	59 865		9 317	
5- IMPOT SUR LES BENEFICES	6 232		5 412	
6- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	11 251 500	88 610	8 246 900	105 994
EXCEDENT OU DEFICIT	60 128	0	43 539	0

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	6 553 131	6 553 131	4 461 397	4 461 397
Prestations en nature				
Dons en nature				
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3- CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestation en nature	225 849		203 601	
Dons en nature	42 700		84 960	
TOTAL	6 821 680	6 553 131	4 749 958	4 461 397
CHARGES PAR DESTINATION				
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	6 595 831	6 553 131	4 546 357	4 461 397
Réalisées à l'étranger				
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	225 849		203 601	
TOTAL	6 821 680	6 553 131	4 749 958	4 461 397



Compte emplois ressources

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC (LOI N°91-772 DU 7 AOUT 1991)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
1.1. Réalisées en France			1.1. Cotisations sans contrepartie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	51 999	104 374	1.2. Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	0	0	- Dons manuels	50 914	45 010
1.2. Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	0	0	- Mécénats	31 050	60 984
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	0	0	1.3. Autres ressources liées à la générosité du public	6 646	0
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	36 611	1 621			
2.2. Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	88 610	105 994	TOTAL DES RESSOURCES	88 610	105 994
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	0	0	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	0	0
5 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE	0	0	3 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS	0	0
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	0	0	TOTAL	0	0

RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)		
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		

RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)	0	0
---	---	---

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
Réalisées en France	6 553 131	4 461 397	Bénévolat	6 553 131	4 461 397
Réalisées à l'étranger	0	0	Prestations en nature	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS	0	0	Dons en nature	0	0
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL	6 553 131	4 461 397	TOTAL	6 553 131	4 461 397

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public

FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
FOND DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE		
(-) Utilisation		
(+) Report		
FOND DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	0	0

Principes généraux de la présentation du CROD et du CER

Le Compte de Résultat par Origine et Destination, le Compte d'Emploi annuel des Ressources et ses annexes font partie intégrante de l'annexe aux comptes conformément à l'application du règlement 2018- 06 modifié par le règlement 2020-08.

Règles et méthodes retenues pour l'établissement du CROD et du CER

Les missions et les clés d'affectation des charges indirectes ont été arrêtées par le Bureau.

Au 01/01/2021, il n'y avait pas de solde non utilisé liés à la générosité du public.

Détail des charges par destination :

Missions sociales

Actions réalisées en France :

- Opérations de secours : Mise en place de dispositifs de secours et renforcement du service public de secours ;
- Formation aux premiers secours : du grand public et la formation professionnelle (DAE, PSC1, PSE1, PSE2, SST, BNMP5-PAE3, PAE1, BNSSA...);
- Action solidaire et sociale : maraudes locales, soutien humanitaire d'exception, accueil des impliqués et hébergement d'urgence à l'occasion de sinistres, d'événements climatiques et autres accidents.

Les charges relatives aux missions sociales sont affectées de la manière suivante :

- Les charges directement en lien avec les missions sociales (ex : sous-traitance de formation ou achats de matériel premiers secours) ou au prorata de l'utilisation des charges par missions sociales
- Une détermination des charges de personnel directement affectées aux missions sociales (ex : formateur) ou à un prorata des heures affectées aux missions sociales
- La dotation aux amortissements relative au matériel de transport et au matériel de secours est imputée aux charges relatives aux missions sociales

Frais d'AGP

Les frais d'appel à la générosité correspondent aux frais d'organisation de la campagne de dons et sont financés à 100% par la générosité du public.

Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent aux frais généraux nécessaires à l'organisation des activités de l'association (ex : entretien des biens immobiliers).

Détail des produits par origine :

Les ressources se composent des éléments suivants :

Les produits liés à la générosité du public :

L'appel à la générosité publique ne comprend que les dons des particuliers

Les dons affectés résultants :

- De la volonté du donateur
- D'appels spécifiques aux dons

Produits non liés à la générosité du public :

- Autres produits non liés à la générosité du public :
 - o Inscription aux formations
 - o Prestations liées aux postes de secours
 - o Produits financiers
 - o Transferts de charges

- Plus et moins-values de cessions d'immobilisations
- Subventions et autres concours public
 - Quotes-parts de subventions d'investissement
 - Subvention d'exploitation accordée par l'état, les mairies, le département, l'ARS etc.

Autres :

- L'ensemble des ressources collectées auprès du public ont été utilisées en totalité au cours de l'exercice
- Contributions volontaires en nature

Une évaluation des heures de bénévolat a été faite sur l'année 2024
Cela représente un total de 561.065 heures de bénévolat (389.821 en 2023). Cette contribution a été valorisée au SMIC horaire, soit 11.65 € pour la période du 01/01 au 31/10 et 11,88 € du 01/11 au 31/12, permettant d'obtenir une valorisation du bénévolat à hauteur de 6.553.131 Euros. Ces informations sont issues de l'outil informatique de gestion des bénévoles, des activités et des moyens qui rend compte avec précision de l'activité bénévole.
- Valorisation des biens mis à disposition

Différents locaux sont mis à la disposition de l'association par les collectivités parisiennes.
La valorisation locative annuelle totale est estimée à 225.849 Euros.



Evaluation des contributions volontaires en nature

Une évaluation des heures de bénévolat a été faite sur l'année 2023 :

(heures)	2024	2023
Actions solidaires et sociales	25 698	19 030
Gardes (BSPP & SAMU)	58 638	55 015
Autres coopérations service public	23 610	2 850
DPS	261 265	131 981
Secours nautiques	2 530	1 471
Autres		3 293
Formations	70 715	47 793
<i>Dont cadets</i>	2 669	2 686
Activités support	118 609	128 387
TOTAL	561 065	389 821

Cela représente un total de 561.065 heures de bénévolat (389.821 en 2023). Cette contribution a été valorisée au SMIC horaire, permettant d'obtenir une valorisation du bénévolat à hauteur de 6.553.131 Euros. Ces informations sont issues de l'outil informatique de gestion des bénévoles, des activités et des moyens qui rend compte avec précision de l'activité bénévole.

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901

244 rue de Vaugirard

75015 Paris

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901
244 rue de Vaugirard
75015 Paris

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Malakoff, le 23 juin 2025
Le Commissaire aux comptes
IN EXTENSO IDF AUDIT

Cédric BURGUIERE
Associé



Caroline DORIZON
Associée

